

## Lettre d'information n° 16, juillet 2021

### Sommaire

#### Éditorial

Entretien avec Paul-Henri Nguéma Meye : retour sur une année à la direction d'AFRISTAT

Hakama II : un projet triennal de coopération avec le Maroc

Trois composantes : statistiques régionales, multimode, statistiques d'entreprises

Une équipe d'experts de l'Insee venus d'horizons multiples

« Sécurité alimentaire en temps de Covid-19 : quels défis pour la mesure ? »

Perspectives d'élargissement de la diffusion d'Eretes grâce à une nouvelle version multi langues

En bref : les activités de coopération au 1<sup>er</sup> semestre 2021

Activités régionales

Afrique sub-saharienne

Maghreb et bassin méditerranéen

Europe et Asie

## Éditorial

Durant ce premier semestre 2021, la crise sanitaire a continué d'affecter nos activités d'appui technique international qui se sont toutes déroulées à distance, par web conférence pour l'essentiel. L'expérience montre qu'il est possible de poursuivre sous cette forme des projets de coopération, surtout si les partenaires concernés se connaissent déjà. Il est dès lors envisagé de combiner à l'avenir ces méthodes de travail avec les modes plus traditionnels de coopération, pour donner une souplesse et une dynamique nouvelles à nos activités.

Ce numéro s'ouvre sur un entretien avec Paul-Henri Nguéma Meye, directeur général d'AFRISTAT, qui revient sur une année à la tête de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique sub-saharienne. Il se poursuit par la présentation d'un nouveau projet initié avec le Haut-Commissariat au plan du Maroc : le développement des directions régionales, la mise en place du multimode et la refonte des enquêtes sur les statistiques d'entreprises seront les principales thématiques traitées sur les trois prochaines années, preuve qu'il est possible de démarrer à distance des activités d'envergure.

Nous revenons ensuite sur un des webinaires thématiques auprès des statisticiens francophones d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb, co-organisés par l'Insee avec AFRISTAT, PARIS21 et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, consacré à la question de la sécurité alimentaire en période de crise sanitaire. Enfin sont présentées les perspectives d'élargissement de la diffusion d'Eretes, système d'aide à l'élaboration des comptes nationaux, qu'offre sa nouvelle version multi langues, répondant notamment à la demande de plus en plus pressante de nombreux pays arabophones de disposer d'une version en arabe.

Cette lettre d'information s'achève sur un recensement des activités du premier semestre 2021.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

## Entretien avec Paul-Henri Nguéma Meye : retour sur une année à la direction d'AFRISTAT



### **Arrivé à la tête d'AFRISTAT en janvier 2020 juste avant le début de la crise Covid-19, voyez-vous ce contexte qui perdure comme un handicap ou comme une opportunité ?**

AFRISTAT et tous les acteurs du système statistique international ont intégré assez tôt la nécessité de se familiariser à l'utilisation des plateformes de communication à distance pour réaliser leurs activités. Afin de résoudre la problématique de la collecte des données en respectant les mesures de distanciation physique, différents types d'enquêtes ont été développés ou renforcés et ont permis de disposer d'une base minimale d'informations pour la continuité de la production statistique.

Avec du recul, dans la majorité des pays, le financement de la statistique n'ayant jamais été sécurisé, l'avènement de chocs comme celui de la pandémie du coronavirus est souvent suivi de restrictions plus grandes de ressources dans la mesure où la santé est une priorité financière. AFRISTAT a pu constater une relative baisse d'engouement des États membres à contribuer au financement de ses activités. De plus, les partenaires pourvoyeurs de fonds n'ont pas financé les projets prévus en 2020.

In fine, la crise sanitaire a globalement eu un effet négatif sur les activités statistiques. En revanche, les acquis récents en matière de développement technique et technologique constitueront, à n'en point douter, des facteurs d'optimisation en la matière lorsque la crise sanitaire s'estompera.

### **Quel a été l'impact de la crise sur les activités d'assistance technique auprès des États membres d'AFRISTAT ?**

L'assistance technique d'AFRISTAT auprès des États membres porte sur le suivi et le conseil, la formation et les missions d'appui technique. Au plus fort de la crise, le conseil et la formation à distance se sont beaucoup développés. Les missions d'assistance technique se sont interrompues et le suivi à distance s'est rapidement avéré sans objet.

### **AFRISTAT a lancé en 2020 son programme « jeunes statisticiens », quel bilan en tirez-vous et est-il appelé à se poursuivre ?**

Ce programme vise à faciliter l'insertion des jeunes statisticiens et démographes dans le monde professionnel et à permettre aux experts de s'approprier des techniques récentes au contact de ces nouveaux diplômés. Pour sa première année de mise en œuvre, le programme a vu ses activités s'inscrire dans le cadre du projet de suivi des indicateurs des objectifs de développement durable en Afrique (Sodda) financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de France.

La promotion 2020 de ce programme a impliqué neuf jeunes diplômés des écoles de statistique africaines (ENSEA, ENSAE, ISSEA, IFORD) dont cinq ont suivi leur apprentissage en présentiel au siège d'AFRISTAT à Bamako et quatre ont été encadrés à distance. La production d'études en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD), qui sera valorisée notamment auprès des écoles, en souligne l'intérêt. Malheureusement, faute d'un financement, ce programme n'a pu être reconduit en 2021.

**Au-delà de la gestion de la crise sanitaire, quels sont vos principaux axes de partenariat à la tête de l'Observatoire, qui fête ses 25 ans cette année ?**

AFRISTAT atteint effectivement ses 25 ans d'activités en 2021, anniversaire célébré dans la sobriété du fait du contexte sanitaire.

Au titre des partenariats historiques on peut citer bien entendu celui avec l'Insee dont la collaboration a commencé dès la création d'AFRISTAT et porte aujourd'hui essentiellement sur la comptabilité nationale (outil Eretes), les techniques d'enquête et le suivi des ODD. Il y a également les séminaires annuels thématiques co-organisés au Centre de formation de l'Insee à Libourne (Cefil), et la collaboration à la revue Statéco.

Les ODD représentent un cadre pertinent, permettant à AFRISTAT de participer aux travaux des groupes de travail thématiques des Nations unies et à des initiatives africaines et sous-régionales. Des projets d'appui aux Etats membres seront financés par les communautés économiques et autres organisations régionales (CEDEAO, CEMAC, UEMOA et BAD) sur les statistiques économiques prioritairement. Le partenariat initié avec la FAO sur l'élaboration des bilans alimentaires et la production de statistiques agricoles sera poursuivi de même que les collaborations avec STATAFRIC, PARIS21 et les centres d'appui technique du FMI dans la région.

Par ailleurs, AFRISTAT démarre une collaboration avec Expertise France et avec l'appui scientifique de l'Insee sur la mesure de l'économie numérique dans quelques pays africains. Enfin, AFRISTAT élargit le champ de ses partenaires avec Géosystems France sur les questions de systèmes d'information géographique (SIG).

## Hakama II : un projet triennal de coopération avec le Maroc



Le projet Hakama II « Appui technique à la mise en œuvre d'une gestion publique plus efficace et transparente dans le cadre de la loi organique relative à la loi de finances » est financé par l'Union européenne pour un montant de 3,6 millions d'euros (2021-2023). Ce projet, qui vient de démarrer en début d'année, est mis en œuvre sous la forme d'une convention de délégation (PAGoDA) entre l'Union européenne et Expertise France. L'Insee a été sollicité pour prendre part au volet statistique du projet, dédié au développement des capacités du Haut-Commissariat au Plan (HCP), institution marocaine chargée notamment de la production statistique.



### Trois composantes : statistiques régionales, multimode, statistiques d'entreprises

L'appui de l'Insee, qui pourrait aller jusqu'à 300 hommes/jours au total sur trois ans, porte sur des thématiques qui s'inscrivent dans le programme bilatéral de coopération avec le HCP :

#### 1. Le renforcement des capacités techniques des directions régionales du HCP

Cette composante s'intègre dans le plan national de régionalisation avancée du Maroc. Elle porte sur les points suivants :

- gouvernance : création d'un schéma organisationnel des directions régionales ;
- renforcement des capacités régionales en matière de réalisation d'enquêtes ;
- amélioration de la communication sur les statistiques régionales.

#### 2. La mise en place d'enquêtes multimodes

Pendant la crise sanitaire, le HCP a converti des modes de collecte en face-à-face en collecte par téléphone. D'autres enquêtes pourraient à l'avenir faire l'objet d'une refonte de leurs protocoles en intégrant des modes de collecte plus diversifiés (téléphone, web, tablettes...). L'Insee collaborera avec le HCP pour

l'accompagner dans l'élaboration d'enquêtes pilotes multimodes et leur généralisation.

### 3. La refonte du système de production des statistiques d'entreprises

Le HCP conduit deux enquêtes sur les statistiques d'entreprises, l'une quinquennale, l'autre annuelle.

L'objectif est de fusionner les deux en une seule enquête annuelle, impliquant :

- la révision générale des méthodologies ;
- l'optimisation de l'exploitation des sources administratives ;
- l'élaboration des nouveaux questionnaires ;
- le changement de mode de collecte.

### **Une équipe d'experts de l'Insee venus d'horizons multiples**

L'ampleur du projet et la diversité des sujets abordés entraînent la mobilisation d'une équipe diversifiée de personnels de l'Insee : pour chaque composante, un expert référent et des experts court-terme spécialisés.

La phase de démarrage a donné lieu à des échanges en web conférence avec toutes les parties prenantes du HCP. Par la suite, une combinaison d'activités à distance et sur site garantira une grande souplesse de fonctionnement.

## Encadré - La coopération sur les statistiques régionales dans le projet Hakama II

Entretien avec Bertrand Kauffmann, directeur régional Insee Bourgogne-Franche-Comté



De haut en bas et de gauche à droite, l'équipe de l'Insee sur les statistiques régionales d'Hakama II : Lise Ancel, Bertrand Kauffmann, Corinne Pollet, Pascal Mercier, Catherine Hudelot-Baysal, Dorothee Ast (Pascal Séguin n'a pas pu participer à la séance photo)

### **La participation au projet Hakama est-elle votre première expérience de coopération internationale ?**

J'avais déjà eu une première expérience lors de mon poste à la direction régionale de La Réunion, où j'avais échangé avec les collègues statisticiens mauriciens et malgaches. Plus récemment, j'ai participé à l'accueil d'une délégation sud-coréenne. Ces deux expériences portaient sur le recensement de la population. Et il y a 3 ans, j'ai eu la chance de faire deux missions : une au Maroc et une en Algérie, plutôt sur les questions d'action régionale.

### **Quelles ont été vos motivations pour être l'expert référent de la composante sur les statistiques régionales ?**

Déjà, l'idée que je pouvais apporter quelque chose du fait de mon expérience. Neuf ans passés à l'action régionale, ça donne quelques idées ! Et puis, la volonté que véritablement l'Insee doit aller à la rencontre de TOUS les publics et que cela comprend aussi les collègues à l'étranger.

### **Quelles ont été les étapes de définition du contenu du projet et de constitution d'une équipe ?**

Comme pour chaque projet international, je crois qu'avant d'entrer dans les travaux proprement dits, il est nécessaire (et souvent très agréable !) de passer par des phases de présentations, d'échanges, de discussions afin de se connaître. Ensuite, l'avantage du Maroc est que la structure du Haut-Commissariat au Plan est très similaire à l'organisation de l'Insee. Cela permet de vite trouver des similitudes entre nos deux organisations.

Une fois les objectifs bien posés, il a été assez facile de trouver des experts sur chaque sujet. C'est un des avantages des mobilités : connaître beaucoup de personnes à la direction générale et dans les directions régionales, dans différents domaines. Pour les mobiliser, une fois la surprise passée (ce ne sont pas des travaux "habituels"), et après un rapide échange, tous les experts m'ont donné une réponse positive. Déjà parce que la charge est étalée sur trois ans, ce qui est rassurant. Et ensuite parce que chaque expert est dans sa zone de compétence. Leur investissement dans ce projet n'est pas nul, mais ne nécessite pas pour eux d'acquérir de nouvelles compétences. Il s'agit plutôt de partager celles qu'ils ont déjà.

**Comment se passent les séances de travail avec le HCP ?**

En visio ! Avec beaucoup de préparation en amont, des ordres du jour précis et ciblés. Mais, cela ne remplace pas le contact direct.

**Ce projet rassemble de nombreuses activités autour d'objectifs communs. Quelle est la différence avec des appuis techniques plus ponctuels ?**

L'ampleur du projet. La diversité des intervenants. Le fait que l'on soit amené à aller plus loin pour répondre aux sollicitations des collègues marocains.

**Que vous apporte votre participation, sur le plan professionnel mais aussi personnel ?**

C'est une ouverture d'esprit vers de nouveaux collègues, d'autres cultures, d'autres problématiques. Et, malgré nos différences, la statistique nous relie. C'est un lien fort et passionnant à faire vivre en passant au-dessus des frontières administratives. J'encourage tout le monde à vivre et à participer à ce genre d'expériences !



## « Sécurité alimentaire en temps de Covid-19 : quels défis pour la mesure ? »



### **Interview de Sandrine Dury, économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)**

Cette thématique s'inscrivait dans le cadre du cycle de conférences virtuelles organisées depuis juin 2020 par l'Insee, AFRISTAT, Paris21 et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Uneca).

**Les 10 et 11 mars 2021** [📄](#), plus de 130 statisticiens, chercheurs et décideurs ont pu échanger leurs expériences sur l'adaptation des outils standardisés et les systèmes d'information dans les pays d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb, grâce à des présentations d'experts issus des INS du Maroc, du Mali, d'AFRISTAT, de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et du Cirad.

### **Que reprenez-vous de ces échanges d'expériences sur les questions de sécurité alimentaire ?**

J'ai aimé la discussion sur le bilan alimentaire, qui suit une logique comptable de disponibilité. Il ne permet pas de mesurer les consommations, mais de dire ce qui est disponible. Cette discussion est importante car beaucoup de gens pensent que la prévalence de la sous-alimentation, mesurée par exemple au Mali par les 6 % des personnes sous alimentées sur la période 2015-2018, est un vrai comptage. Or c'est une estimation basée sur des disponibilités de céréales. C'est important pour prévenir des crises alimentaires comme il en existe dans la région du Sahel. Mais ce n'est pas fait pour savoir qui est mal nourri et où sont ces gens. Il y a d'autres outils pour cela, mais malheureusement les enquêtes du type budget consommation (EBC) sont sous-utilisées à cet effet, alors qu'elles absorbent des sommes importantes, de l'énergie et mobilisent les services statistiques nationaux durant de longs mois. Les équipes, épuisées à la fin des collectes, n'ont pas le temps d'analyser de façon approfondie les données. Pour les chercheurs, l'accès aux données reste encore limité, c'est dommage.

### **Quel est le message clé que vous souhaitez faire passer ?**

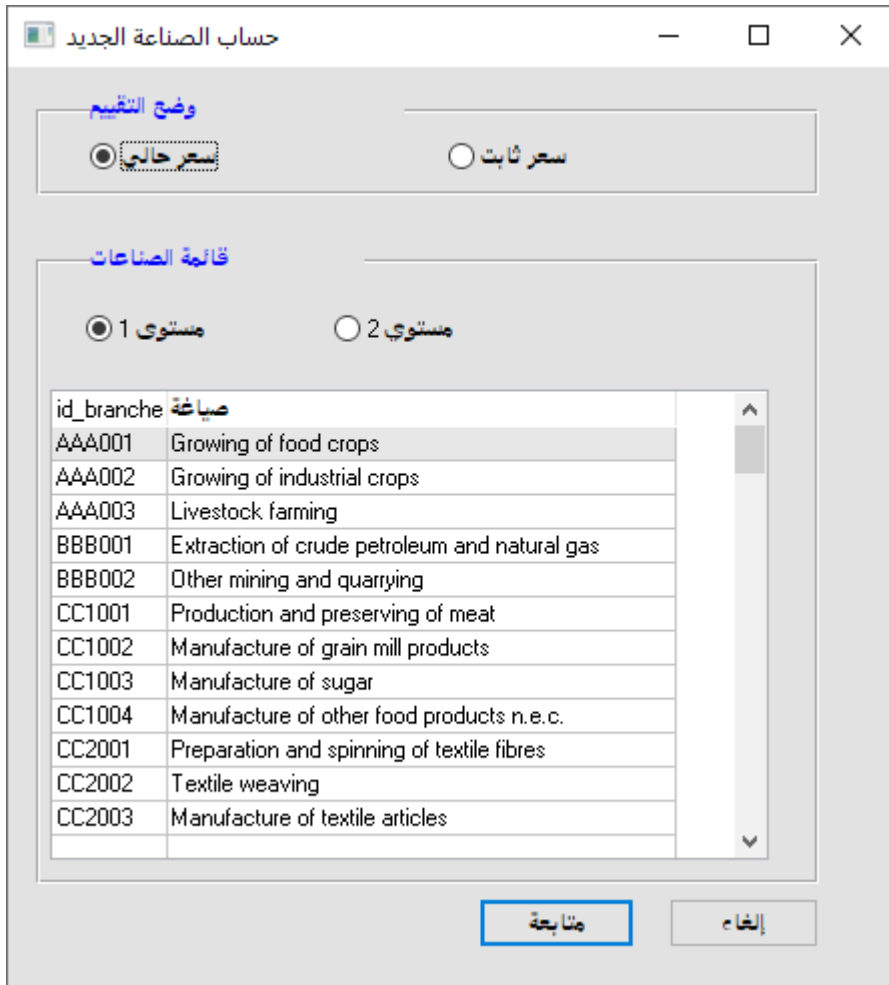
Il faut penser les systèmes alimentaires dans leur ensemble, et se doter d'outils pour les comprendre, les accompagner. Les systèmes alimentaires comprennent les producteurs, tous les intermédiaires des filières (transporteurs, transformateurs, restaurateurs), et tous les consommateurs. Ils fournissent des aliments et contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ce qui est mesuré dans les bilans) mais ils fournissent aussi des emplois, des solidarités entre villes et campagne, ils ont aussi des effets sur l'environnement que l'on peut mesurer (contribution aux émissions de gaz à effet de serre et rôle sur la biodiversité naturelle et cultivée). Rendre visibles les progrès de la lutte contre la pauvreté, évaluer les performances des systèmes alimentaires dans toutes ses dimensions, c'est ce sur quoi la recherche travaille actuellement.

## Des capacités d'adaptation variées



©Sandrine Dury, Fombot, ouest du Cameroun, février 2021

## Perspectives d'élargissement de la diffusion d'Eretes grâce à une nouvelle version multi langues



id_branche	صياغة
AAA001	Growing of food crops
AAA002	Growing of industrial crops
AAA003	Livestock farming
BBB001	Extraction of crude petroleum and natural gas
BBB002	Other mining and quarrying
CC1001	Production and preserving of meat
CC1002	Manufacture of grain mill products
CC1003	Manufacture of sugar
CC1004	Manufacture of other food products n.e.c.
CC2001	Preparation and spinning of textile fibres
CC2002	Textile weaving
CC2003	Manufacture of textile articles

Maquette d'écran de sélection d'un compte de branche dans Eretes, en version arabe

Eretes, système d'aide à l'élaboration des comptes nationaux co-géré par l'Insee et Eurostat, a été déployé principalement sur le continent africain et dans des pays francophones. Outre la langue commune, l'appropriation du système a été facilitée dans ces pays par le fait que les méthodes d'élaboration des comptes nationaux annuels étaient très proches de l'approche comptable française. Pour élargir sa diffusion, des versions anglaise et espagnole du système ont vu le jour en 1999. La version espagnole a permis une diffusion sur le continent sud-américain et en Guinée équatoriale. En revanche la version anglaise reste à ce jour peu utilisée, principalement parce que certains pays anglophones ont craint, à tort, qu'Eretes ne soit pas adapté à leurs pratiques comptables (centrées sur les comptes de production).

Dans le cadre des améliorations du système, il a été prévu d'intégrer de nouvelles langues. Pour cela, la conception du système doit totalement être revue pour le convertir en un système unique multi langues dynamique, permettant à l'utilisateur de passer d'une version de langue à une autre – actuellement les versions en différentes langues sont indépendantes les unes des autres et nécessitent des installations distinctes. Le principal avantage d'un tel système est surtout d'ajouter une base de données de langues intégrant les menus et messages. Grâce à une interface dédiée, il sera facile d'ajouter une nouvelle langue (y compris dans un alphabet non latin), sur demande, en traduisant les 5 000 chaînes de caractères correspondantes.

Cette nouvelle évolution du système répond en particulier à la demande des pays arabophones : en 2016, la Jordanie, pays fortement intéressé, a émis le souhait de disposer d'une version arabe. En 2018, le Qatar et Oman ont fait la même demande. Plus récemment le Soudan a fait le choix d'Eretes pour l'élaboration des comptes annuels en tablant notamment sur la mise à disposition de la version arabe.

Le Fonds monétaire arabe (AMF) organise du 29 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2021, pour ses pays membres\*, un atelier de promotion du système Eretes, avec la perspective de la mise à disposition future du système en langue arabe dont l'implantation dans les pays intéressés pourrait être assurée par des experts en comptabilité nationale arabophones issus des INS du Maghreb.

La future version multi langues, disponible d'ici octobre 2021, prévoira aussi la mise à disposition d'une version portugaise pour satisfaire les utilisateurs du Brésil et des pays africains lusophones (Guinée Bissau, Cap vert, Mozambique, Angola, Sao Tomé et Príncipe). Toutes les langues officielles du continent africain seront ainsi « couvertes » par le système Eretes . Cette expérimentation et cette nouvelle version ouvriront la porte à l'élargissement de la communauté des utilisateurs et permettront de répondre à de futures demandes.

*\*Algérie, Bahreïn, Comores, Djibouti, Égypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Émirats arabes unis, Yémen*

## En bref : les activités de coopération au 1<sup>er</sup> semestre 2021

### Activités régionales

- **Cycle de conférences thématiques Paris21- INSEE - Afristat - UNECA**  
**6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> webinaires en lien avec le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19**  
Pays francophones d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb
  - **Sécurité alimentaire en temps de Covid 19 : quels défis pour la mesure ?** [🔗](#)
  - **Dialogue entre médias et producteurs de la statistique publique : comment et pourquoi ?** [🔗](#)Webinaires  
Mars/juin
- **LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL**  
**Atelier d'échanges avec les INS d'Algérie, du Liban, du Maroc, de la Serbie et de la Tunisie**  
Web conférence  
Février
- **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**  
**Formation sur les méthodes alternatives de collecte pour l'Indice des prix à la consommation**  
Webinaire  
Janvier-février
- **ÉCOLES DE STATISTIQUES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET DU MAGHREB**  
**Atelier d'échanges sur le fonctionnement d'une revue scientifique : le cas de Statéco**  
Webinaire  
Avril

## Afrique sub-saharienne

- **CAP-VERT**

- **Comptabilité nationale**

- Élaboration d'une nouvelle base conforme au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008

- Web conférences et échanges à distance

- De janvier à avril

- **AFRISTAT**

- **Comptabilité nationale**

- Conférence internationale sur la comptabilité nationale et ses implications sur la vie publique, organisée par AFRISTAT

- Webinaire

- Février

- **BANQUE CENTRALE DES ÉTATS D'AFRIQUE DE L'OUEST**

- **Techniques de panel pour les enquêtes de conjoncture**

- Réunion de travail en web conférence et échanges à distances

- Mars

- **AFRITAC OUEST**

- **Comptabilité nationale**

- Atelier sur la qualité des comptes nationaux organisé par Afritac Ouest pour les pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie Niger, Sénégal, Togo et Guinée)

- Webinaires

- Avril

- **MAURITANIE**

- **Gouvernance du système statistique**

- Accueil d'une visite du ministre mauritanien des affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs pour la mise en place d'un appui à l'ANSADE, nouvel institut de la statistique de Mauritanie.

- Visite en présentiel

- Mars



*Le Directeur général, Jean-Luc Tavernier et le ministre des Affaires économiques M. Ousmane Mamadou Kane*

- **SOUDAN**

- Eretes**

- Présentation du système Eretes à l'INS du Soudan dans le cadre du projet d'appui à la transition économique financé par l'UE

- Web conférence

- Avril

## Maghreb et bassin méditerranéen

- **PAYS ARABES**

- Eretes**

- Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux à l'aide du système Eretes organisé par le Fonds monétaire arabe dans le cadre de l'initiative ARABSTAT

- Webinaire

- Juin-Juillet

- **MAGHREB**

- **Le multimode et les enquêtes par téléphone**

- Présentations, échanges sur les perspectives de mise en place d'enquêtes multimodes

- INS du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie

- Web conférences

- Janvier

- **ALGÉRIE**

- **Mise en place d'une base de données sur les statistiques agricoles**

- Modernisation et développement de la base de données transmise par le ministère de l'Agriculture

- Web conférence et échanges à distance

- Mars

- **MAROC**

- **Projet Hakama II**

- Mise en place et démarrage d'un projet triennal

- Web conférences et échanges à distance

- Janvier-juin

- **TUNISIE**

- **Projet « Nouvelle base »**

- Changement de base des comptes nationaux et alignement au SCN 2008

- Web conférences et échanges à distance

- Février-juin

## Europe et Asie

- **UKRAINE**

- **Prix des importations**

- Appui du SSSU sur la méthode et les logiciels utilisés pour calculer les prix des importations en France

- Web conférences

- Avril – mai



- **Statistiques pour le partenariat oriental (STEP)**



**Formation à JDemetra+**

Formation dans le cadre du calcul de l'Indice de coût du travail

Formation en ligne

Avril

**Visite d'étude en ligne sur les statistiques du commerce international**

Visite assurée en collaboration avec la Banque de France sur les statistiques du commerce international de services (SITS) et les statistiques sur les filiales étrangères (FATS)

Web conférences

Juin